ELLE DÉBUTERA DÈS AUJOURD'HUI À L'APPEL DE L'UNPEF

Grève de deux jours dans les écoles

L'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation professionnelle (Unpef) a appelé l'ensemble des travailleurs du secteur à participer à la grève qui aura lieu aujourd'hui et demain.

L'Unpef a lancé, hier, un préavis de grève de deux jours à l'adresse des travailleurs du secteur de l'éducation nationale.

Le débrayage, qui prendra effet à partir d'aujourd'hui 11 heures, fait suite à l'échec des rencontres avec les représentants du ministère de l'Education nationale portant sur les mesures contenues dans le statut des travailleurs de l'éducation.

Dans un communiqué de presse rendu public hier, l'Unpef dresse la liste des revendications qui ont été rejetées.

Elles portent essentiellement sur l'intégration de certaines catégories d'enseignants à des postes supérieurs ou encore le rejet de régulariser certains «dysfonctionnements» touchant les corps communs de l'éducation et de la formation professionnelle.

«La réalisation des revendications de la famille de l'éducation dépend de l'ampleur de la mobilisation de l'ensemble des travailleurs du secteur», a indiqué l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation professionnelle dans cet appel à la grève.

T. H.

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE

Ils seront 560 050 candidats à passer le bac

560 050 candidats passeront le bac cette année, 771 284 concourront pour le brevet d'enseignement moyen et 601 586 pour l'examen de fin de cycle primaire, selon le ministère de l'Education, dont les responsables étaient réunis hier dans le cadre d'une rencontre de coordination.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) - Pour l'examen du baccalauréat, une augmentation de 12% a été enregistrée par rapport à l'année précédente, soit 63 385 candidats de plus.

Les responsables du secteur de l'éducation ont apporté hier les dernières retouches aux préparatifs des examens de fin d'année. Ils rappelleront, de ce fait, que le seuil fixé pour les révisions des cours est arrêté au 30 avril 2012 concernant l'examen du baccalauréat, qui aura lieu du 3 au 7 juin.

Selon le ministère de l'Education, un budget de 228 milliards de centimes a été consacré à la préparation et au déroulement de cet examen.

Photos : Samir Sid.

63 385 candidats de plus par rapport à l'année précédente.

En outre 130 000 enseignants seront mobilisés dont 90 000 pour la surveillance et 40 000 pour la correction, répartis à travers 1 854 centres de déroulement des examens et 52 centres de correction.

Les candidats libres seront au nombre de 161 945 pour 398 105 candidats scolarisés. Par ailleurs, les examens du cycle primaire et du brevet d'enseignement moyen se dérouleront, respectivement, le 29 mai et du 10 au 12 juin. 601 586 candidats se présenteront à l'examen de fin de cycle primaire et 771 284 à l'examen du brevet d'enseignement moyen.

Pour ce qui est du baccalauréat, les mesures des sessions précédentes seront reconduites et les candidats auront la possibilité de choisir entre deux sujets d'examen pour chaque matière et une demi-heure supplémentaire sera accordée en plus du temps réglementaire.

Le ministère de l'Education rappellera aussi qu'il ne sera fait aucune référence à l'approche par compétence dans l'élaboration des sujets d'examen.

Le ministère annonce, également, que les établissements scolaires seront ouverts tout au long du mois précédant le jour du bac en vue de permettre aux élèves de bénéficier des séances de soutien et de révisions.

F.-Z.B.

4 000 MAGISTERS ET 1 014 DOCTORATS Y ONT ÉTÉ SOUTENUS

L'USTHB a 38 ans

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) a enregistré depuis 1978, à savoir quatre ans après sa création en 1974, la soutenance de 4 000 magisters et 1014 doctorats selon son recteur, le professeur Benali Benzaghou.

Ce dernier qui s'exprimait hier, à l'occasion de la célébration du 38e anniversaire de la création de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène, a précisé que ces chiffres avancés ont été arrêtés à l'année 2011 et que d'autres soutenances de masters et de doctorats interviendront d'ici les vacances d'été 2012.

Pour les titulaires de masters et de doctorats, le Pr Benali Benzaghou a souligné qu'ils seront mis à la disposition de l'USTHB ainsi que d'autres universités et centres de recherches en qualité d'enseignants, encadreurs et chercheurs.

Sur le même chapitre, le recteur de l'USTHB a fait savoir que sur les 1 600 enseignants permanents de l'USTHB, près de la moitié est doctorante alors que 80 % des enseignants de rang magistral ont fait leur doctorat au sein de cette même université. Ce qui, de son avis, «permet un enseignement et un encadrement de grande qualité».

Enfin, le Pr Benzaghou a fait savoir que selon une étude de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique l'USTHB vient d'être classée première au Top Ten des universités algériennes avec 3 442 publications.

M. M.

HUITIÈME JOUR DE GRÈVE DES GREFFIERS

Tribunaux et cours totalement paralysés

La grève des greffiers a entamé, hier, son huitième jour, engendrant ainsi une paralysie totale de toutes les structures judiciaires, soit les tribunaux et cours. A Alger, un énième rassemblement des grévistes a été observé au niveau de la cour, alors qu'une prochaine démonstration de force est annoncée dans les prochains jours, au niveau du siège du département de la Justice.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'attitude affichée par la tutelle à l'égard des protestataires, qu'on pas hésité à qualifier de «méprisante», n'a fait qu'accentuer leur colère et radicaliser «notre détermination à aller au bout de notre revendication».

Les grévistes, déterminés plus que jamais, n'ont pas été par quatre chemins pour mettre en garde «ceux qui poussent au pourrissement».

En d'autres termes, en cas de non-satisfaction des revendications, le syndicat des greffiers appellerait au durcissement du mouvement de protestation. Et c'est ce qui a été implicitement indiqué hier, lors du rassemblement qui s'est tenu au niveau de la cour d'Alger. En effet, au mutisme de la chancellerie les animateurs du mouvement de grève affiliés au Snapap préfèrent «la radicalisation à l'humiliation». A ce titre, il est important de rappeler que la grève de trois jours, observée les 10, 11 et 12 avril derniers, a été soutenue par une autre démonstration de force, celle d'une grève de cinq jours. Cette nouvelle montée au créneau des grévistes est perçue par les observateurs comme une véritable menace, à prendre «très au sérieux surtout qu'elle coïncide avec la préparation des législatives du 10 mai prochain».

Photo : New Press

Les grévistes plus que jamais déterminés.

Pour sa part, la tutelle, à défaut de «l'ouverture d'un canal de dialogue» à même de désamorcer la situation, a opté, selon les grévistes, pour une stratégie de casse du mouvement de protestation. A ce titre, le ministère de tutelle a fait appel à des huissiers de justice, «chèrement payés» pour assurer le travail des greffiers.

Une démarche qualifiée de «manœuvre» et dénoncée avec force par les grévistes, mais aussi par les avocats qui sont d'ailleurs solidaires avec les greffiers.

En effet, les robes noires et en guise de soutien aux grévistes ont refusé de siéger dans des audiences où sont réquisitionnés les huissiers de justice. Cela étant, les fonctionnaires de la justice ont décidé, par ailleurs, de s'unir et de constituer un «front commun» pour faire face aux tentatives de la tutelle de «diviser les différents corps du secteur pour pouvoir les dompter». «C'est l'union qui a fait et qui fera notre force. Elle nous aidera à arracher nos revendications et à faire face aux pressions », soutient un membre du bureau du syndicat. «Nous demandons l'application des accords signés entre notre corporation et les responsables de notre tutelle», a ajouté une représentante du syndicat.

Avant de s'interroger : «Je ne sais pas pourquoi notre administration refuse la concrétisation des revendications consacrées dans les deux PV, signés les 22 février 2011 et 7 avril 2012 ?» Et de conclure : la grève a été observée au moins dans 25 wilayas avec un taux de suivi «important». Nous sommes représentatifs de notre corporation.

A. B.